Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **113 (2005)**

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Die Augustiner-Chorherren und die Chorfrauen-Gemeinschaften in der Schweiz, bearb. von Ursula BEGRICH, Isabelle BRUNIER, Ursus BRUNOLD *et al.*, red. von Elsanne GILOMEN-SCHENKEL, unter Mitarbeit von Bernard ANDENMATTEN, Brigitte DEGLER-SPENGLER, Petra ZIMMER, Basel, Schwabe Verlag, 2004, 573 S. (Helvetia Sacra IV/2).

Dans le précédent volume de la *Revue historique vaudoise*[1], nous avons déjà eu l'occasion de présenter brièvement les sept volumes en relation avec les diverses congrégations religieuses qui ont appliqué et continuent, pour certaines, d'appliquer la règle de saint Augustin en Suisse. Nous n'y revenons pas, si ce n'est pour souligner l'extraordinaire travail accompli par l'entreprise de l'*Helvetia Sacra* qui, en neuf ans, a fait paraître les sept volumes planifiés sur les établissements augustins. L'introduction du volume est en fait une introduction générale au mouvement augustin en Suisse, une carte permet de visualiser les implantations et les situations juridiques des couvents décrits dans le volume consacré aux chanoines réguliers en Valais[2] et dans la présente publication.

Avec ce nouveau volume, la force de la règle de saint Augustin dont le couvent alsacien de Marbach fut un relais important pour la Suisse au tournant du XI^e^ siècle se vérifie au travers des vingt-six couvents d'hommes et de femmes. L'étude suit l'ordre alphabétique, à l'exception des communautés d'hommes et de femmes de Kleinlützel (SO) traitées avec le couvent de Saint Leonhard, à Bâle, dont elles dépendaient, et de celles de Riedern (Baden-Würtemberg, D), relevant du couvent de Kreuzlingen (TG). Tous sont de création médiévale, les plus anciens du XII^e^ siècle : Saint Leonhard à Bâle (avant 1082), Saint Martin près de Zurich (1127), le double couvent d'Interlaken (BE) (avant 1133 pour la communauté des hommes) et Ittingen (TG) (avant 1152), le plus récent étant le couvent de femmes de Klingenthal, à Bâle, fondé vers 1482/1483 par abandon de la règle de saint Dominique. Fait notoire, chaque diocèse actuel de la Suisse a accueilli une fondation augustine. A la différence de la plupart des couvents de la partie suisse alémanique, les couvents augustins de Suisse romande sont pour ainsi dire tous dépendants d'un autre couvent, hormis les chanoines de Saint-Maurice et du Grand-Saint-Bernard et les prieurés de Saint-Maire et de Satigny (GE) : ainsi Saint-Georges (commune de Lancy, GE) dépendit de l'abbaye de Filly ; Miserez (commune de Chamoille, JU) relevait du prieuré comtois de Lanthenanas, lui-même dans la mouvance de l'abbaye Saint-Paul de Besançon, et Nyon était soumis à l'autorité de l'abbaye d'Abondance. Des prieurés situés en dehors du territoire actuel de la Suisse, seules les abbayes de Riedern et de Säckingern (Bade-Württemberg, D) font l'objet d'une notice particulière, le second en raison de l'importance de ses possessions en Suisse à Glaris et dans d'autre régions de Suisse.

Deux notices concernent l'histoire du Pays de Vaud : Saint-Maire et Nyon. En raison de la renonciation au dernier moment de la personne chargée de la rédaction, la première est malheureusement très incomplète pour ce qui regarde les biographies des prieurs[3], alors que le fonds d'archives, déjà au bénéfice d'un

1 2004, p. 221-222.

2 *Les chanoines réguliers de Saint-Augustin en Valais. Le Grand-Saint-Bernard, Saint-Maurice d'Agaune, les prieurés valaisans d'Abondance*, par Gilbert COUTAZ *et al.*, réd. Brigitte DEGLER-SPENGLER et Elsanne GILOMEN-SCHENKEL, Bâle, Francfort-sur-le-Main, 1997, 564 p. (Helvetia Sacra IV/1).

3 Elles dépendent encore de l'étude, en partie vieillie et fautive, de Maxime REYMOND, « Les dignitaires de l'église Notre-Dame de Lausanne jusqu'en 1536, », dans *MDR*, 2^e^ série, t. 8, Lausanne, 1912, p. 218-235.

inventaire en 1388, est important[4]. Elle attend encore son auteur, d'autant plus urgemment que la notice sur Nyon (1244-1536) a été entièrement renouvelée grâce aux recherches patientes et fouillées d'Alexandre Pahud. De nombreuses recherches peuvent désormais s'appuyer sur un matériau de qualité, et d'utiles comparaisons s'offrent dorénavant à l'histoire religieuse médiévale en Suisse[5].

Gilbert Coutaz

Correspondance de Frédéric-César de La Harpe sous la République helvétique, publiée par Philippe BASTIDE et Elisabeth KASTL sous la direction d'Étienne HOFMANN, t. IV, *L'exilé, janvier 1800 – février 1803*, Genève, Slatkine, 2004, 628 p. Ill. Annexes. Table des correspondants. Index.

Ce quatrième volume de l'abondante correspondance de Laharpe — ainsi orthographie-t-il son nom à l'époque — compte 218 lettres, dont 115 de sa plume. Une petite centaine, mentionnée au fil des missives, sont restées introuvables. De même, environ quatre-vingts personnages, sur plusieurs centaines cités, n'ont pu être identifiés en dépit des recherches aussi patientes qu'étendues des deux historiens chargés de la publication de cette somme de documents dont on sait l'importance pour l'histoire de l'Helvétique. Si Laharpe, destitué le 8 janvier 1800 de son poste de directeur avec Secretan et Oberlin, ses collègues vaudois et soleurois accusés comme lui de tentative de coup d'État, n'exerce plus de rôle dirigeant sous le régime instauré en 1798, sa place sur la scène politique est loin d'être négligeable. Ses ennemis voudraient bien qu'il se fasse oublier, mais il n'y tient nullement, même s'il choisit la fuite et l'exil. Non seulement il garde de fidèles et actifs partisans dans les conseils et la classe politique, mais encore il met à profit son inactivité forcée pour justifier sa conduite et défendre son œuvre, l'une et l'autre attaquées violemment. Il fait même plus que se défendre, il contre-attaque en reprenant sa plume redoutable de pamphlétaire. Tout se passe comme si l'agitateur professionnel d'avant 1798 retrouvait sa virulence. En outre, infatigable et nullement découragé, il déploie, en faveur de ses amis et de ses protecteurs, au nombre desquels le tsar Alexandre Ier, monté sur le trône de Russie en 1801, une activité importante d'informateur. Pour la police française, il ne fait guère de doute qu'il passe tout bonnement pour espion suisse au service de Saint-Pétersbourg. Raison pour laquelle Laharpe, à qui le Premier Consul a accordé l'asile, prend soin d'acheminer sa correspondance par la voie coûteuse mais sûre de courriers privés, à l'abri des services français de contre-espionnage.

Il arrive aussi qu'on demande conseil à l'ex-directeur Laharpe. C'est ainsi que Fouché, sénateur désigné par le Médiateur Bonaparte pour négocier avec les Suisses lors de la fameuse Consulta (novembre 1802 – février 1803), sollicite son opinion sur la situation en Helvétie. Quoique absent de Suisse, Laharpe, de Paris où il dispose d'un précieux réseau d'informateurs, rédige quatre notes à l'attention de l'ex-ministre de la Police générale. L'une, remarquable de précision, est intitulée « Classification des habitants relativement à leurs opinions et intérêts ». On y lit que les Suisses de 1802 se répartiraient en quatre classes : les ci-devant gouvernants, appelés aussi patriciens et oligarques ; les clients et créatures des précédents, « aristocrates subalternes de la plus méprisable espèce » (p. 467) ; les hommes à idées libérales de la caste dirigeante d'avant 1798 ; enfin les authentiques tenants de la liberté et de l'égalité, en tête desquels « la presque totalité des paysans et cultivateurs » des anciens cantons patriciens et des bailliages naguère sujets de plusieurs États de l'ancienne Suisse (p. 470).

Laharpe ne chiffre pas les rapports de force de ces quatre classes. Mais, on le sait, la paysannerie compose l'immense majorité de la population suisse du début du XIXe siècle, époque de la protoindustrialisation. C'est dire qu'aux yeux de notre analyste engagé, la cause de la Révolution n'est pas perdue, en dépit des graves mécomptes de la République helvétique. L'ancien directeur croit encore aux chances de réussite de la Suisse moderne mise en place en 1798. Sa foi est confortée par le fait qu'au moment même où Fouché lui

4 Des éléments sur les archives du prieuré de Saint-Maire se lisent dans l'inventaire des archives épiscopales de 1394, voir Gilbert COUTAZ, « L'inventaire de 1394 des archives de l'évêque de Lausanne. Contribution à une histoire archivistique du Pays de Vaud », dans *RHV*, 2001, p. 88-132.

5 Nous pouvons préciser pour le prieuré de Saint-Georges (Lancy) que les cotes recherchées en vain par l'auteur de la notice, Isabelle Brunier, dans l'Inventaire blanc se trouvent aujourd'hui.

commande son rapport, l'exilé parisien refait surface en Suisse : les assemblées électorales de plusieurs districts ruraux des cantons de Zurich et de Berne ne viennent-ils pas de l'élire comme député à la Consulta ! Il leur répond — en allemand — pour les remercier de leur confiance, mais refuse le mandat qu'ils lui donnent, estimant préférable de se tenir sur la réserve dans l'espoir de désarmer la passion haineuse de ses ennemis. Celle-ci n'augure rien de bon quant à l'avenir d'une stabilisation politique de la patrie, partagée entre centralistes et fédéralistes. Le centraliste qu'il est ne nourrit que mépris pour le fédéralisme, forme archaïque et oligarchique de gouvernement, avec tout ce que cela connote, selon lui, de faiblesse, d'arbitraire, d'inégalité et d'injustice. Comment, il est vrai, comprendre le fédéralisme quant on a vécu au cœur des régimes ultra-centralisés de France et de Russie ? Même la jeune Amérique, nouvelle république fondée sur le mode fédéral, le laisse indifférent. On sait la déception qui sera la sienne lorsque, le 19 février 1803, l'Acte de Médiation signera l'abandon de la « Suisse une et indivisible ». De tous les « unitaires » de marque, Laharpe sera l'un des très rares Suisses et le seul Vaudois — même son grand ami Monod se rallie au nouveau régime — à rester inébranlable dans sa conviction première. Pour lui, la Médiation n'a pas d'avenir et la Suisse ne va pas tarder à replonger dans la guerre civile. Les faits démentiront le pronostic de notre Cassandre et la Confédération des XIX Cantons vivra en paix dans l'Europe en guerre.

Ce volume quatre, en tout point digne des précédents et conforme à la ligne générale adoptée dans les trois premiers[6], ne contient pas que des lettres. Une importante annexe d'une centaine de pages reproduit deux pamphlets du combatif Laharpe et surtout ses deux mémoires destinés à défendre son action et dans lesquels il rejette avec force l'accusation de tentative de coup d'État : je n'ai fait, argumente-t-il, que recourir aux voies constitutionnelles pour tenter de consolider le régime à la direction duquel on m'avait appelé. Le moyen préalable imaginé à cette fin, l'ajournement des conseils, « n'est point de mon cru », affirme-t-il (p. 521). L'idée ne provient même pas du Directoire exécutif, mais du Corps législatif et de ses « hommes les plus distingués » *(idem)*. Et de conclure le plaidoyer de son autodéfense par ces mots : « J'ai vécu dix-huit mois au milieu de vous en républicain austère, probe, irréprochable. Vous m'aviez appelé : j'ai tâché de mériter votre confiance ; vous m'en déclarez déchu ; je ne m'en plaindrais pas, si votre décret ne tendait pas à me ravir l'honneur. » (p. 523)

Georges Andrey

Roland COSANDEY, « Fragments pour une histoire du cinéma amateur en Suisse », Lausanne, Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud, 2005, 49 p. (Documents 6).

L'histoire du cinéma amateur en Suisse reste à faire. Si en Suisse alémanique Alexandra Schneider a consacré l'année passée un ouvrage au film de famille[1], en Suisse romande Roland Cosandey fait œuvre de pionnier. La télévision ayant fait ces dernières années un grand usage des sources audiovisuelles amateurs, c'est par ce biais que l'auteur nous livre précisément les prémices d'une telle étude. Dans le *Documents* n° 6 de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud[2], il nous propose ainsi un inventaire filmographique de trois émissions de la Télévision suisse romande[3] qui s'appuient sur du matériau amateur, et élabore une bibliographie inédite du domaine en question. Son objectif est triple : il s'agit de produire sur les émissions elles-mêmes des informations inédites, de mettre en évidence l'opération de transmission audiovisuelle que ces émissions représentent, et enfin de signaler l'importance du patrimoine audiovisuel qui les a rendues possible.

---

6 *Correspondance de Frédéric-César de La Harpe sous la République helvétique*, t. I et II publiés par Jean Charles BIAUDET et Marie-Claude JEQUIER, Neuchâtel, A la Baconnière, 1982-1985, t. III, publié par Marie-Claude JEQUIER, Genève, Slatkine, 1998.

1 Alexandra SCHNEIDER, *« Die Stars sind wir » : Heimkino als filmische Praxis*, Schüren, Marburg, 2004.

2 Ce n° 6 prolonge l'exposition *Paillard Bolex. Les aventures d'une caméra vaudoise* (Yverdon, Sainte-Croix, 2004).

3 *Avis aux amateurs* (1990-92), *Cinéac 37-69. Notre passé à vif* (1995) et *C'est mon cinéma* (1996).

Roland Cosandey souhaite aussi démontrer la nécessité de soumettre la pratique du cinéma amateur à l'histoire plus globale de ce medium, faute de quoi l'on risque de cantonner ces sources audiovisuelles dans un rôle de simple illustration de l'Histoire, en faisant l'impasse sur l'histoire même de ce mode de production dit marginal.

L'objectif est parfaitement atteint même si l'on peut regretter que certains raccourcis de présentation, dus à la concentration de la réflexion de l'auteur ainsi qu'à la densité de sa prose (le format de la publication y est peut-être pour quelque chose), font qu'il est parfois difficile de le suivre. On aurait aussi envie que l'auteur cite brièvement, en les résumant, les catégories thématiques et les délimitations du champ filmable couvert par les amateurs suisses (ce qu'il fait, il est vrai, dans le détail avec la filmographie complète de chaque émission). Enfin, la dimension « métalinguistique »[4] que l'auteur décèle dans les trois émissions analysées ne transparaît pas de manière évidente dans sa réflexion. Mais il est également vrai, comme l'auteur le souligne lui-même, que ces émissions mériteraient une approche analytique en soi.

Ces critiques, pourtant, ne sont rien comparées aux mérites de la publication. Roland Cosandey nous donne de la production amateur des éléments de définition précis et utiles (la dimension de *mémoire privée* par exemple, au centre de ce type de films, la nécessité d'une identification orale pour conférer aux images leur intelligibilité, le fait que le format substandard — 16 mm, 9,5 mm, 8 mm, Super 8 mm — ne caractérise de loin pas l'activité dite amateur). Par ailleurs, il montre quel usage concret, en l'occurrence muséographique, peut être fait de ces émissions télévisées particulières, mais aussi les problèmes épistémologiques qu'elles présentent si l'on s'intéresse un tant soit peu à l'histoire de la pratique amateur (les films qui retournent à leur propriétaire dans la plupart des cas retombent dans l'oubli, et les pratiques singulières de tel ou tel amateur passent à la trappe…).

Enfin, et ceci avec toujours trop de modestie, il nous livre un inventaire biblio-filmographique des plus pertinents et complets pour ce qui est de la Suisse (inventaire qui est loin d'être un « chantier »[5] !) : rien n'est oublié, des fonds existants et de leur localisation en passant par un bilan historiographique national et international et la question problématique de l'archivage de ces fonds.

Il faut encore ajouter pour finir que le chercheur qu'est Roland Cosandey partage toujours généreusement ses découvertes, et que l'on reste pantois devant le nombre impressionnant de pistes possibles de recherche qu'il dissémine tout au long de ses réflexions !

Marthe Porret

Thomas DAVID, Bouda ETEMAD et Janick Marina SCHAUFELBUEHL, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne, Antipodes, 2005, 183 p. (Histoire.ch)

Si ce livre s'était intitulé « Quelques capitalistes helvétiques impliqués dans la traite négrière » aurait-il connu la même couverture médiatique à sa sortie ? Sans doute non, car il n'aurait pas correspondu à ce que l'on attend aujourd'hui de l'Histoire : des révélations et un rôle de procureur. Et pourtant, c'est avant tout de cette thématique que traite cette collaboration entre trois membres de l'Institut d'histoire économique et sociale de l'Université de Lausanne. Les auteurs se distancient d'ailleurs rapidement de leur titre, puisque de la « Suisse », on passe aux « Suisses » pour les intitulés des différentes parties (participation à la traite et rapport au système esclavagiste en Amérique). Cette nuance n'est pas anecdotique, car si elle vient entraver la thèse tape-à-l'œil d'une participation suisse à ce commerce particulier en dépit des idées en vigueur, elle montre le sérieux de l'entreprise scientifique. En effet, les auteurs insèrent leur propos dans un contexte large qui fait parfois se noyer la présence helvétique dans la description d'un phénomène d'ampleur mondiale, mais qui permet au lecteur de se faire une idée précise de la question. La démarche est clairement explicitée et l'on perçoit bien l'insertion des négociants en question dans un marché honteux aux yeux d'aujourd'hui, mais qui représentait au XVIII[e] siècle un débouché parmi d'autres pour les placements et l'industrie, avant tout textile. Dans le cas suisse, il s'agit donc d'une histoire composée d'une somme d'actions individuelles et non d'une histoire collective partagée par l'ensemble d'une nation ou d'un peuple.

4 COSANDEY, « Fragments », p. 7.

5 *Ibid.*, élément du titre de la p. 33.

La présence helvétique dans ce commerce est mise en relief sous différents aspects dans le premier chapitre de Bouda Etemad. Fabricants, négociants ou investisseurs, en grande majorité protestants, avaient des intérêts dans des expéditions négrières. Certains manufacturiers se sont assurés une part de profit inhérent à la traite en ouvrant des succursales à Nantes lorsque la France interdisait l'importation d'indiennes, ces tissus imprimés prisés pour les échanges avec l'Afrique. Si dans ce cas, la participation est indirecte, certains Suisses étaient plus directement impliqués dans le commerce triangulaire en investissant dans des expéditions. La participation suisse dans ces dernières est estimée à une centaine sur les 24'259 lancées sur l'Atlantique entre le XVI^e^ et le XIX^e^ siècle, mais l'évaluation reste difficile car l'ensemble des actionnaires d'une même expédition est rarement connu (parfois les Suisses impliqués représentent 1% de l'investissement, parfois 15, voire 45%). Un trait commun des personnes intéressées dans ce trafic avec des fortunes diverses est que la traite représentait une fraction réduite voire marginale de leur négoce. Ce chapitre soulève de nombreuses questions pour le lecteur d'aujourd'hui: est-ce que des négociants installés à Nantes et originaires d'un *futur* canton de la Confédération helvétique témoignent d'une présence suisse dans la traite négrière? L'appartenance confessionnelle et le réseau de relations internationales ne sont-ils pas des données beaucoup plus significatives que la « nationalité » ? Jusqu'où peut-on remonter la filière commerciale pour considérer l'implication dans ce trafic ? Peut-on rapprocher ces différentes interrogations de celles tournant autour de formes actuelles d'exploitation dans le cadre d'échanges commerciaux mondialisés ?

Le deuxième chapitre dû à Thomas David et Janick Marina Schaufelbuehl est consacré à la présence suisse dans des sociétés esclavagistes d'Amérique. Il n'y a pas de surprise à voir les Suisses implantés dans les Antilles « impliqués » dans l'esclavagisme puisqu'il s'agissait de la base même de la société qui y fut mise en place par les planteurs. En revanche, la multiplication des approches du phénomène par les auteurs est très intéressante. Comme dans le chapitre précédent, on retrouve des destinées très variées: du propriétaire de plantations antillaises résidant en Suisse aux colons suisses, en passant par des mercenaires enrôlés dans la répression de révoltes serviles.

Les deux mêmes auteurs complètent le propos avec un troisième chapitre consacré à la présence suisse dans le mouvement abolitionniste. Les sociétés luttant contre l'esclavage n'ont une présence significative qu'à la veille de la Guerre de Sécession. La plus grande part de leur activité s'est donc consacrée aux Africains sous la sujétion arabe; ce qui pouvait entraîner un discours servant une condamnation de la religion musulmane. Un des intérêts de ce chapitre est de montrer la mise en place d'une philanthropie qui, sous l'impulsion protestante, traverse les frontières. Même si la dimension religieuse reste importante, on peut voir dans l'*Association du sou par semaine en faveur des esclaves des États-Unis d'Amérique* un ancêtre des associations humanitaires actuelles. Evidement, ce chapitre bénéficie d'une documentation plus précise que les précédents; les archives des abolitionnistes s'ouvrant beaucoup plus facilement que celles des familles impliquées dans le commerce d'esclaves.

Au final, cet ouvrage n'apporte pas d'élément permettant d'associer directement la Suisse à l'esclavage, mais montre le caractère individuel des participations helvétiques favorisant ou contestant le maintien de ce crime contre l'humanité. Il semble n'avoir jamais été intégré à la culture suisse, comme à celle de pays ou de régions où sa présence se manifeste jusqu'aux frontons des bâtiments de compagnies commerciales et d'hôtels particuliers. Mais le grand intérêt de cet ouvrage est cette multiplication des vues pour rendre compte d'un phénomène historique, même si certaine d'entre elles, prises isolément, auraient un caractère anecdotique. Cette ligne de recherche souligne le caractère massif du problème de l'esclavage au sein des sociétés occidentales des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles.

Frank Steiger

ÉCRITS SUR LE CINÉMA SUISSE : DERNIÈRES NOUVELLES

1. Table d'orientation

Depuis un lustre, c'est à une véritable explosion éditoriale à laquelle nous assistons dans le domaine de l'histoire cinématographique. Cette floraison est le résultat le plus manifeste de l'existence de deux chaires d'histoire et d'esthétique du cinéma à Zurich et à Lausanne, respectivement instituées en 1989 et en 1990, à laquelle vient s'ajouter l'activité soutenue d'un enseignement plus modeste en sciences politiques, à Lausanne également.

Ces dix dernières années, le contexte des études cinématographiques a évolué d'une manière profonde et c'est encore plus vrai pour le domaine proprement suisse où recherches historiques, travaux archivistiques, filmographies se sont développés grâce à des institutions comme la Cinémathèque suisse, Memoriav et le Fonds national de la recherche scientifique.

Si la polarisation Zurich-Lausanne suppose heureusement des programmes d'orientation fort différente, elle n'a pas empêché des rapprochements féconds, dont le premier fut un colloque organisé en 1999 par le Seminar für Filmwissenschaft de l'Université de Zurich. Ses actes bilingues, *Home Stories*, ainsi que le recueil lausannois *Cinéma suisse : nouvelles approches*, qui venait d'être publié l'année précédente, marquent la fin d'une période caractérisée par l'isolement, la rareté et la sporadicité des travaux, avec pour corollaire la nécessité de leur trouver des lieux occasionnels[1].

Le dernier de ces recours fut offert par la *Revue historique vaudoise*. Sous un titre programmatique, « Limite non frontière : aspects du cinéma dans le canton de Vaud », la livraison de 1996 était presque entièrement consacrée au cinéma et on mesure rétrospectivement le rôle de transition et d'émergence qu'elle joua à plus d'un égard : signatures, sujets, démarches et problématiques. Les chercheurs qui y avaient collaboré se retrouvèrent peu après sous l'égide éphémère de Cinoptika pour une importante contribution à *Histoire sociale et mouvement ouvrier* et le prix Jean Mitry qu'avait décerné au numéro de la *RHV* l'Institut Jean Vigo (Perpignan) alla aider au financement du premier volume de la collection « Médias et Histoire »[2].

De façon générale, dans cette production nouvelle, les monographies sont encore peu nombreuses, car les doctorats prennent plus de temps à émerger[3]. L'essentiel est encore constitué de recueils d'études, établis à la suite d'un colloque ou résultant d'un projet éditorial propre[4]. Malgré l'intérêt durable d'une poignée d'entre eux, les mémoires de licence ne parviennent que rarement au stade de l'édition[5].

Élément nouveau et fondamental dans le paysage, trois collections concentrent pratiquement toute la production universitaire, qu'elle porte sur le cinéma national ou tout autre sujet. Christine N. Brinckmann, première titulaire de la chaire zurichoise, dirige les « Zürcher Filmstudien » chez Schüren (Marburg), François Albera, professeur d'Histoire et esthétique du cinéma à l'Université de Lausanne, s'occupe de « Cinéma » chez Payot (Lausanne) et Gianni Haver, maître-assistant à l'Institut d'histoire économique et sociale de l'Université de Lausanne, édite « Médias et histoire » chez Antipodes (Lausanne).

---

1 Vinzenz HEDIGER, Jan SAHLI, Alexandra SCHNEIDER, Margrit TRÖHLER (éd.), *Home Stories. Neue Studien zu Film und Kino in der Schweiz. Nouvelles approches du cinéma et du film en Suisse*, Marburg, Schüren, 2001, 358 p., 68 ill. noir et blanc. — Maria Tortajada, François Albera (éd.), Cinéma suisse : nouvelles approches. Histoire. Esthétique. Critique. Thèmes. Matériaux, Lausanne, Payot, 2000, 264 p.

2 CINOPTIKA, « Cinéma et mouvement ouvrier. D'une source à l'autre », dans *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique 1848-1998*, sous la direction de Brigitte STUDER et François VALLOTTON, Lausanne, Zurich, Editions d'En Bas, Chronos, 1997, p. 185-246. — Gianni HAVER (dir.), *La Suisse, les Alliés et le cinéma. Propagande et représentation 1939-1945*, Lausanne, Antipodes, 2001, 139 p.

3 Pour en rester aux sujets suisses : Gianni HAVER, *Les Lueurs de la guerre. Ecrans vaudois 1939-1945,* Lausanne, Payot, 2003 ; Alexandra SCHNEIDER, *Die Stars sind wir. Heimkino als filmische Praxis*, Marburg, Schüren, 2004, 278 p., 76 ill. noir et blanc.

4 Rémy PITHON (dir.), *Cinéma suisse muet. Lumières et ombres*, Lausanne, Antipodes, Cinémathèque suisse, 2002, 228 p., 35 ill. noir et blanc. L'ouvrage parut à l'occasion d'une rétrospective consacrée au cinéma suisse muet dans le cadre des Giornate del cinema muto (Pordenone, Sicile).

5 David VON KAENEL, *Du Cinématographe au Cinémascope. L'exploitation cinématographique à Vevey et Montreux 1896-1950*, Vevey, Fondation Vevey Ville d'Images, 2002, CD-ROM.

Ce tableau serait incomplet s'il ne comprenait trois ouvrages d'autre provenance appartenant de plein droit à cette fraîche bibliographie, une filmographie régionale commentée, des mémoires esquissant une histoire des techniques de production et une contribution à l'histoire de la formation cinématographique en Suisse[6].

Ces deux dernières publications représentent deux rares incursions dans la deuxième partie du xx^e siècle. Les années 1930-1940 restent les décennies les plus étudiées en raison de l'intérêt particulier qu'elles offrent pour l'Histoire générale. Mais les périodes antérieures, longtemps abordées par les seules études sur les salles de cinéma, commencent à faire l'objet d'approches diverses portant sur des formes de réception (la critique, les ciné-clubs, les expositions nationales), sur des problématiques générales (la représentation du paysage) ou encore sur des productions négligées (les tournages étrangers en Suisse, les films de commande ou institutionnels).

La publication de sources et de documents n'a pas fait l'objet jusqu'ici d'une initiative particulière de la part de l'Université. Par contre, les archives ont commencé à exploiter le support DVD comme moyen de mise en valeur de leurs collections, avec des choix, des visées et des formes de présentation qui mériteraient une discussion approfondie. De ces initiatives, un double DVD intitulé *Humanitaire et cinéma. Films CICR des années 1920* représente à ce jour le produit le plus élaboré sur le plan méthodologique et éditorial[7].

2. Le Cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse : Histoire et cinéma / Histoire du cinéma[8]

Les deux ouvrages qui nous retiennent plus particulièrement ici permettent de mettre en évidence une distinction de perspective qui caractérise la production universitaire lausannoise, la plus riche dans le domaine historique. Deux démarches se sont développées en parallèle, sans manquer d'ailleurs de points de jonction, celle qui envisage le cinéma comme une source de l'Histoire contemporaine et celle qui se propose de faire de l'Histoire du cinéma.

L'une et l'autre partagent en principe un terrain méthodologique commun, dont Rémy Pithon fut l'inlassable défricheur au fil d'articles parus ici, en France ou en Italie. Elles ont aussi en commun de ne pas se confiner au film et d'envisager, selon les interrogations, l'activité cinématographique sous tous ses aspects. Cela peut tenir de notre faible production nationale, si on la définit en terme de long métrage de fiction. D'autres facteurs entrent toutefois dans cet élargissement du champ. Si l'exploitation cinématographique et les conditions de son activité — en particulier sa relation avec la censure — constitue un terrain privilégié, on le doit autant à un découpage territorial qui permet des saisies régionales qu'à la légitimité du sujet pour l'étude historique, une légitimité qui repose beaucoup sur l'usage de sources traditionnelles. Mais cette explication est incomplète. Il faut voir aussi dans ce mouvement ou dans cette intention d'ouvrir ainsi le champ l'influence sur une nouvelle génération de chercheurs du développement pris par l'histoire du cinéma dès les années huitante.

La thèse de Gianni Haver, *Les Lueurs de la guerre*, montre bien la juxtaposition des deux perspectives, articulée comme elle est en deux parties, la première établissant les conditions économiques, administratives et professionnelles de l'exploitation cinématographique dans le canton de Vaud, la seconde analysant la perception des films à sujet guerrier ou patriotique provenant pour la plupart de pays belligérants, présents sur les écrans lausannois pendant la Deuxième Guerre mondiale[9].

---

6 Jürg Frischknecht, Thomas Kramer, Werner Swiss Schweizer, *Filmlandschaft Engadin, Bergell, Puschlav, Münstertal*, Coire, Bündner Monatsblatt, 2003, 396 p., nombreuses ill. noir et blanc. — André Amsler, *Rückblende. Vom Schwarzweissfilm zum Digitalvideo. Fünfzig Jahre Produktionstechnik*, Zurich, Chronos, 2004, 367 p., 119 ill. noir et blanc. — Thomas Schärer, « Wir wollten den Film neu erfinden ! ». Die Filmarbeitskurse an der Kunstgewerbeschule Zürich 1967-1969, Zurich, Limmat Verlag, 2005, 198 p., nombreuses ill. noir et blanc, avec DVD.

7 Jean-Blaise Junod (éd.), *Humanitaire et cinéma. Films CICR des années 192. Humanitarian action and cinema. ICRC films in the 1920s*, Genève, Berne, Comité international de la Croix Rouge, Memoriav, 2005, double DVD 9.

8 Gianni Haver (dir.), *Le Cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, Lausanne, Antipodes, 2004, 199 p., 16 ill. noir et blanc.

9 Haver, *Les Lueurs de la guerre*. Voir le compte-rendu de Gilbert Coutaz, dans *RHV*, 2004, p. 228-229.

Le Cinéma au pas, recueil d'études édité par G. Haver, témoigne à son tour de cette interrelation, quand il s'agit par exemple de montrer comment la critique genevoise et lausannoise traite certains films français pendant la Seconde Guerre mondiale (Léonard Burnand), d'analyser la critique alémanique de la même période face à des productions « apolitiques » allemandes (Yvonne Zimmermann), ou encore d'établir la réception du cinéma soviétique en Suisse romande (Laurent Guido, Pierre-Emmanuel Jaques).

Ce volet de la publication esquisse une intéressante proposition d'interprétation du discours critique tel que le contexte de la neutralité en temps de guerre en aurait modifié les conditions. On prendra garde, toutefois, de généraliser à partir d'une poignée de cas, pour significatifs puissent-ils paraître. Quant à la discussion du cinéma soviétique en Suisse romande, si vive à la fin des années 20, elle s'avère un révélateur exceptionnel et son étude a le mérite de venir compléter un savoir sur la critique cinématographique romande qui commence, d'un recueil à l'autre, à faire véritablement corps.

Les autres articles proposent des exemples d'instrumentation idéologique du cinéma. La problématique est illustrée par un cas stalinien avec *Un Grand citoyen*, 1937 (François Albera), franquiste avec *La Patria chica*, 1943 (Mireille Berton, Olga Cantòn Caro), hitlérien avec les documentaires officiels du NSDAP (Patrick Csikos), et, pour le domaine suisse, par le film anticommuniste de Jean-Marie Musy, *La Peste rouge*, 1936 (Valérie Borloz), un film électoral genevois de 1932 et une réalisation frontiste de 1937, *Aux Urnes Citoyens* et *La Journée de Berne* (Régis Niederoest), ainsi que par la première étude menée sur l'utilisation massive du cinéma à l'Exposition nationale de 1939 (Haver et Jaques). Cette dernière contribution représente un apport effectivement nouveau à la connaissance de la production nationale des années trente, dont on sait depuis longtemps qu'elle ne saurait être résumée aux seuls longs métrages de fiction.

S'agissant d'une publication spécialisée, largement ouverte à des plumes débutantes, on nous permettra d'être étonné par la médiocrité des traductions, par une certaine inconsistance dans le jeu des citations et surtout par un paradoxal flottement dans la mention des sources filmiques consultées.

3. Le Spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945) : un essai de synthèse[10]

Malgré par-ci par-là des objets plus étendus ou plus approfondis que d'autres, le domaine dont il est question ici, jalonné d'études dispersées, reste peu unifié et lacunaire. Rien de plus normal pour une période d'établissement où l'on fait d'ailleurs feu de tout bois, allant parfois trop vite du travail de séminaire à la publication, et où l'on évolue dans un contexte trop éclaté pour que se développe véritablement un débat historiographique (nous en voulons pour preuve la traduction française sans mise à jour, au début de *Le Cinéma au pas*, d'un texte de Hans-Ulrich Jost datant de 1991).

Devant cet état de bricolage, la tâche de produire une présentation d'ensemble pour la collection « Histoire » lancée par les éditions Antipodes combine synthèse provisoire, extrapolation risquée et lacune déclarée, hésitant par force entre exemplarité et généralisation. D'autant plus que Gianni Haver et Pierre-Emmanuel Jaques, qui co-signent *Le Spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, ont heureusement renoncé à l'approche traditionnelle — qui aurait consisté à ne parler que du « grand » cinéma de fiction — pour faire le tableau de ce qui constitue le « spectacle cinématographique » dans toutes ses facettes.

Cela inclut la production nationale bien sûr, y compris ciné-journaux, films de commande et même cinéma amateur, mais aussi la présence quasi exclusive de la production étrangère dans les salles ainsi que le développement même de ces salles, sans oublier des pratiques marginales comme le ciné-club ou les matinées publicitaires, ou encore la réception sociale et culturelle du cinéma, l'institution de la critique (une activité longtemps déclarée inexistante avant les années 50 !), jusqu'à la politique administrative à tous les échelons du fédéralisme.

L'énumération signale bien la richesse des informations qu'on trouvera réunies dans ces quelque 130 pages, qui renoncent aux tableaux statistiques (certains auraient pourtant été bienvenus), tout en aménageant

---

10 Gianni HAVER, Pierre-Émmanuel JAQUES, *Le Spectacle cinématographique en Suisse (1895-1945)*, Lausanne, Antipodes, Société d'histoire de la Suisse romande, 2003, 135 p., 24 ill. noir et blanc. (Histoire.ch)

une place à cinq textes des années 1911 et 1920-24, curieusement répartis, et à deux douzaines d'images. Elle traduit aussi la volonté de couvrir un maximum d'objets, au détriment peut-être d'une approche qui, pour être moins encyclopédique, dégagerait autrement la perspective et serait plus propice à la formulation d'interrogations ouvertes.

Parfois la description oscille entre les deux approches évoquées plus haut. Ainsi « visible d'une société », « construction de l'imaginaire d'une société », « masses » tentent de faire bon ménage avec « discours narratif », « espace critique », et certains termes vagues, comme « représentation », sont utilement multivalents. Parfois on hésite à reconnaître le destinataire de telle ou telle considération méthodologique : est-elle entendue pour l'étudiant censé un jour utiliser l'ouvrage comme un manuel ou aurait-on oublié que l'on s'adressait à un public moins particulier ?

Bien qu'ils aient renoncé à l'efficacité descriptive des temps verbaux et qu'ils s'empêtrent à deux mains dans des formulations parfois tarabiscotées, les auteurs n'en présentent pas moins un ouvrage qui permet de prendre la mesure d'un état de connaissances, de reconnaître les grandes zones lacunaires (ainsi la Suisse alémanique reste presque exclusivement connue pour la production), et enfin de poser certaines questions d'interprétation.

Dotons le lecteur de quelques interrogations dont il partagera peut-être certaines au fil de sa propre lecture ou dont il apprendra, pour d'autres plus spécifiques, qu'elles peuvent être suscitées par cette synthèse provisoire. Si l'année 1895, qui marque l'arrivée des premières « photographies animées » en Suisse, est un point de départ acceptable, en quoi 1945 représenterait-il, dans le cadre de l'ouvrage, une limite pertinente ? La réaction moraliste envers les premières salles de cinéma, avant la Première Guerre mondiale, est-elle isolable de la lutte bien-pensante contre la « mauvaise littérature » et le kitsch ? Le terme de « canaliser » ou de « canalisation » rend-il vraiment compte du mode d'accès du spectateur aux films que lui offrent les salles ou des conditions d'exercice d'une critique qui se tailla, dès la première après-guerre, la part du lion dans le domaine culturel des quotidiens ? Le cinéma ne fut-il pas aussi, dès ce début des années 20, un phénomène qui déborda de loin les villes pour s'implanter fortement dans les petites cités aussi ? Les représentations cinématographiques de la Suisse relevant dans les premières années du marché international sont-elles si vite associables aux « mythes nationaux »illustrés un quart de siècle plus tard par la production autochtone ? Peut-on donner, d'une époque à l'autre, une vue du répertoire disponible au spectateur suisse sans esquisser une comparaison avec les marchés étrangers voisins ? Enfin, comment serait-il envisageable de faire de la séance de cinéma un véritable objet historique et pas seulement le foyer virtuel d'un exposé général ?

Référence utile, certainement l'une des premières à laquelle ira le lecteur intéressé par le sujet, *Le Spectacle cinématographique en Suisse* comprend une bibliographie d'une septantaine de titres. C'est presque le corps complet des travaux sur l'histoire du cinéma en Suisse. La plupart est postérieure à 1985. Mais il y a des chances, dans l'état des choses, que le petit livre de Haver et Jaques serve encore pas mal de temps.

Roland Cosandey

Raphaël GROSS, Éva LEZZI et Marc R. RICHTER (éd.), *« Un monde qui avait perdu sa réalité… ». Survivants juifs de l'Holocauste en Suisse*, traduction de Sophie PAVILLON, Lausanne, Antipodes, 2003, 237 p. (Histoire).

Cet ouvrage, traduit d'excellente façon de l'allemand (paru en 1999 dans cette langue), rassemble les témoignages de onze survivants de l'Holocauste réfugiés en Suisse. Il s'agit d'une première pour la Suisse, aussi paradoxal que cela puisse paraître.

En effet, comme le rappelle la traductrice dans sa postface, « l'ère du témoin » est ouverte au moins depuis le procès Eichmann à Jérusalem en 1961, époque à partir de laquelle de nombreux témoignages sont publiés dans plusieurs pays d'Europe et aux États-Unis, alors que rien de semblable ne se produit dans notre pays. Il faudra attendre l'éclatement de la crise des fonds en déshérence dans la seconde moitié des années 90 pour que se marque enfin ici un intérêt historique pour la période de la Seconde Guerre mondiale. « Ce livre — pour citer encore Sophie Pavillon — figure ainsi une nouvelle étape en matière de *politique de la mémoire* et une prise de conscience. »

Cette démarche d'*histoire orale*, rappellent les éditeurs, est marquée par le présent, par le climat social du moment de l'interview, par leur situation familiale et sociale, « par leur opinion politique et leur état émotionnel ». Il faut aussi tenir compte du fait que, depuis les événements relatés, les témoins ont engrangé une connaissance historique plus large, qui est venue se surajouter à leurs souvenirs. Cela étant, ces onze témoignages donnent une dimension concrète bouleversante à un martyre que son ampleur même (près de 6 millions de victimes) rend presque théorique, difficilement saisissable par les générations actuelles. Comme le disait Saul Friedländer dans une conférence prononcée à Genève (Institut des hautes études internationales) le 31 octobre 1997 :

> L'écoute des récits des victimes devrait permettre de s'approcher quelque peu de la catastrophe collective, trop vaste, autrement, pour être saisie à un niveau qui ne serait pas théorique. Le destin individuel restitue à la mémoire et à l'histoire l'essentiel de ce que la mémoire recherche : la dimension tragique[1].

La lecture de ce petit ouvrage est donc une expérience bouleversante, qui donne soudainement à la mémoire historique une dimension vécue inoubliable. Il est précédé d'une longue et utile préface des éditeurs rappelant le cadre historique de l'Holocauste, des persécutions qui l'ont précédé et la politique de la Suisse pendant et après la guerre en matière d'accueil des réfugiés juifs. Enfin, l'un des intérêts de ces témoignages réside dans le regard que portent ces réfugiés sur la Suisse :

> Nos interlocutrices et interlocuteurs esquissent une image de la Suisse à la fois différenciée et très personnelle, écrivent les éditeurs dans leur préface, ils expriment une certaine distance émotionnelle, des points de vue critiques, autant que leur attachement pour cette patrie et l'immense reconnaissance qu'ils ressentent à son égard[2].

Olivier Pavillon

Les intérêts domaniaux de la Maison de Savoie dans les anciens Pays de l'Ain. Étude sur les reconnaissances de fief reçues au titre des châtellenies des bailliages de Bresse, Bugey et Gex (XIV^e^-XV^e^ siècles), par Cédric MOTTIER, préface de Gérard MOYSE, Bourg-en-Bresse, Département de l'Ain, Archives départementales, 2004, 316 p.

C'est une publication importante que vient de livrer Cédric Mottier et que les historiens médiévistes de Suisse romande, « les amateurs de terroirs anciens et les généalogistes quelque peu chevronnés » sont invités à considérer comme de référence pour leurs travaux. En effet, elle complète de manière heureuse et bienvenue celle de Robert Bautier et Janine Sornay[1] sur les territoires, cédés définitivement au roi de France par le duc Charles-Emmanuel de Savoie, en vertu du traité signé à Lyon, le 17 janvier 1601 — les territoires savoyards au nord du Rhône, organisés en trois bailliages : Bresse, Bugey et Gex, avaient atteint leur configuration maximale en 1423, peu après que le comté de Savoie fut érigé en duché en 1416. La partie du fonds de la Chambre des comptes de Savoie, conservés aux Archives départementales de la Côte-d'Or, à Dijon, présente un degré de conservation exceptionnel : plus de 4'000 comptes, 450 livres de reconnaissances de fief et 300 layettes de documents épars, produits entre le XIII^e^ et le XVI^e^ siècle pour les bailliages de Bresse, Bugey et Gex.

L'étude permet de mieux comprendre le contenu du fonds, plus particulièrement des reconnaissances de fief (ainsi appelées par leurs contemporains et reçues entre les années 1330 et 1580), et à en accroître l'exploitation. Les reconnaissances, assimilables à des aveux et à des dénombrements, décrivent non seulement des biens nobles, mais aussi des biens roturiers, notamment tout élément de patrimoine reconnu, quel qu'il soit, avec des indications précises sur les précédents détenteurs, sur sa situation géographique (localité, lieu-dit et confins) et sa description (superficie et type de culture pour les terres ; détail de chaque cens ; fonds assujettis ; montant et date du paiement, etc.). Elle renseigne sur les contextes qui ont caractérisé l'élaboration

1 GROSS, LEZZI et RICHTER (éd.), « *Un monde qui avait perdu sa réalité* », p. 231.

2 *Ibid.*, p. 19.

1 *Les sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Age. Provence, Comtat Venaissin, Dauphiné, États de la Maison de Savoie*, Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1968-1974, 3 vol.

de telles sources (« Élaboration des reconnaissance de fief et contenu documentaire »), soit sous le contrôle direct de la Chambre des comptes de Savoie établie à Chambéry, soit par l'administration territoriale princière, tant locale (administration châtelaine) que régionale (administration baillivale), sur les composantes du fonds de la Chambre des comptes de Dijon à laquelle elles furent intégrées en 1692, 1693 et 1762, sa couverture géographique, ses dévolutions et ses pertes ; elle n'oublie pas pour ce faire d'éclairer sur la constitution et l'évolution de l'administration territoriale de la châtellenie et ses pratiques de gestion des droits princiers (« Dynamique de l'administration territoriale princière »).

De riches annexes complètent le livre, elles ne manqueront pas d'être des éléments de comparaison avec d'autres états documentaires : onze planches photographiques des plus belles illustrations découvertes dans les terriers ; plusieurs cartes dont les contours des quarante-cinq châtellenies documentées par des terriers ; des graphiques parmi lesquels la distribution des châtellenies selon le nombre des rénovations documentées par au moins un terrier ; le synoptique présentant les interactions entre natures juridiques des biens reconnus en fief et conditions juridiques personnelles de leurs détenteurs.

Au terme de son étude, Cédric Mottier propose un nouveau récolement du fonds des terriers, accompagnés de nombreux tableaux qui permettent de comprendre rapidement la situation originelle de l'organisation et d'aujourd'hui du fonds. Il conclut par un index général (noms de personnes, noms de lieux et mots matières), et par un glossaire des termes utilisés pour écrire et gérer les droits féodo-vassaliques et domaniaux de la Maison de Savoie, sans oublier les chapitres usuels des sources et de la bibliographie.

Gilbert Coutaz

Jean-Jacques LANGENDORF, *Ernest Ansermet. Une vie de musique,* Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romande, 2004, 116 p. (Le Savoir suisse 19).

Jean-Jacques Langendorf, un des proches d'Ernest Ansermet, publie donc un nouveau livre sur un sujet qu'il maîtrise parfaitement. La collection Le savoir suisse invite ses auteurs à traiter le sujet convenu en un peu plus de cent pages et le présent volume a fort bien relevé ce défi. Il contient quelque nonante pages suivies d'une chronologie et d'un signalement complet des fonds manuscrits. D'emblée, on doit relever qu'il est d'une belle densité et qu'il rentre parfaitement dans le principe éditorial de la collection.

Langendorf divise cette monographie en six chapitres qui évoquent en plans chronologiques le destin du chef et les questions de type existentiel qu'il se posa sur la musique et sa dimension éthique.

Le livre s'ouvre sur l'enfance et se poursuit avec les débuts « difficiles » d'Ansermet, l'aventure identitaire des « Cahiers vaudois », les contradicteurs du musicien de la première heure (G. Doret, E. Bloch), les premiers concerts à partir de 1911, puis ses luttes pour la fondation et la survie de l'Orchestre de la Suisse romande (OSR). L'auteur n'oublie pas le rayonnement romand et international du musicien, ses voyages. Plusieurs chapitres rappellent la carrière du chef, son milieu, ses amis, sa défense des compositeurs suisses (A. Honegger, F. Martin), son aura en Argentine, en Amérique, à Berlin ou à Lucerne, ses amitiés avec d'autres chefs de sa génération (Furtwängler avec qui il partagea une hauteur de vue exemplaire). L'auteur met aussi en évidence les personnalités intellectuelles qui ont marqué la sensibilité du maître par l'écriture de correspondances, dont celle à paraître de V. Ocampo. Plusieurs pages font état de l'évolution de ses échanges avec « la volonté de fer de Stravinski » et ce qui les divisa à partir de l'exécution de *Jeu de Cartes.*

Dès les premiers paragraphes, on suit aisément la carrière d'Ansermet qui a bénéficié de nombreux privilèges : notamment des rencontres riches de signification avec Stravinski et Debussy que Langendorf considère comme « les deux pôles » qui ont forgé la sensibilité du chef de l'OSR.

L'aventure formatrice pour Ansermet des *Ballets russes* est évoquée. Le livre rappelle les talents de découvreur d'Ansermet (Ravel, Kodaly, De Falla, Bartok et naturellement Debussy « qu'il a respiré comme d'autres respirent l'air du large » pour citer Langendorf). L'auteur n'esquive pas la question de l'antigermanisme et l'antibolchévisme de la jeunesse d'Ansermet — en vogue en Suisse latine à cette époque — attitude qui s'est transformée en interprétation engagée de Beethoven, Schumann, Brahms et Moussorgsky au temps de l'âge mûr.

L'ouvrage n'aborde pas — et c'est bien là notre seul regret — les compositeurs devenus des références esthétiques qu'Ansermet ne dirigea point ou à propos desquels il ne laisse, semble-t-il, aucun écrit. On pense évidemment à Mahler, Bruckner, R. Strauss, ou Sibélius ou même Poulenc, des compositeurs « classiques » pourtant, tous restés attachés à la tonalité et à l'architecture formelle. Il eût été intéressant de chercher à savoir — même par hypothèses — pourquoi ces noms n'avaient pas retenu son attention.

L'ouvrage se termine par une synthèse de ce qui peut être dit du « sacré bouquin » — selon l'expression de Langendorf — à savoir l'aventure de la rédaction des *Fondements de la musique dans la conscience humaine*, travail de titan et solitaire auquel Ansermet consacra plus de dix ans. Ici l'auteur conduit — avec sûreté pour le profane — ses lecteurs dans les méandres des recherches philosophiques du musicien, à savoir : sa quête de la conscience musicale ou du sens de la musique et son doute métaphysique sur ce qu'inspira le dodécaphonisme. En vingt-cinq pages, Langendorf parvient à résumer la problématique des « thèses » des *Fondements de la musique* en citant Ansermet (rappelons que Langendorf a lui-même vécu au côté de l'auteur des *Fondements de la musique* et qu'il a presque lu la totalité de la correspondance du Maître). Il nous fait partager les interrogations éthiques d'Ansermet et son refus de l'abandon de la tonalité, qui conduit à une impasse remettant en cause la notion même du plaisir musical sous-tendu par le discours naturel de l'harmonie tonale et sa densité émotive.

La lecture de cet opuscule se termine par une suite d'explications des raisons qui ont poussé Ansermet à se distancer de Schœnberg, comme de toute forme d'avant-gardisme excessif.

Avec un tel livre, la communauté musicale a à sa disposition un ouvrage de synthèse, réalisé à partir de gisements documentaires sûrs où les citations (par toujours référencées) et les extraits de la correspondance tiennent une place appréciable. Soulignons aussi que Langendorf ne s'est laissé emporter ni par un lyrisme excessif, ni par une imagination galopante, ce qui aurait pu être tentant pour cet admirateur d'Ansermet.

Ce livre est accessible à chacun. D'une présentation sobre, cet *Ernest Ansermet. Une vie de musique* rend ainsi un bel hommage au fondateur de l'OSR, au défricheur du répertoire-clé de la première moitié du XX^{ème} siècle, au passionné d'authenticité, et au penseur toujours d'actualité que fut Ansermet.

Jean-Louis Matthey

Jasmine MENAMKAT FAVRE, *Patriotes et contre-révolutionnaires. Luttes pamphlétaires dans le canton du Léman sous la République helvétique*, Lausanne, 2005, 200 p. (BHV 125).

Présenté à l'origine comme mémoire de licence à l'Université de Lausanne, ce livre constitue un complément bienvenu au volume publié en 1999 par la *Revue historique vaudoise* et par la Bibliothèque historique vaudoise, *Bon peuple vaudois, écoute tes vrais amis !* Alors que le recueil réuni par Danièle Tosato-Rigo et Silvio Corsini traitait des pamphlets publiés au moment de la révolution de 1798, Jasmine Menamkat Favre a poursuivi le travail en recensant les pamphlets, adresses et libelles produits pendant la période de la République helvétique (1798-1803). A la différence de l'ouvrage publié en 1999, l'auteur a choisi de ne pas publier les textes dans leur intégralité. Seuls dix-huit d'entre eux, représentatifs des imprimés existants, ont été réunis à la fin du volume. Plus qu'un recueil de sources, l'ouvrage se présente donc comme une étude sur les luttes pamphlétaires.

Après avoir présenté sa méthode de travail et les critères de sélection des textes, Jasmine Menamkat Favre survole la période de l'Helvétique, en portant un regard particulier sur la lutte entre « patriotes » et « contre-révolutionnaires ». C'est l'occasion d'aborder des aspects plus précis, comme le rôle des imprimeurs, les moyens de diffusion et la découverte pour les autorités de nouveaux outils de répression : la surveillance des postes et la censure. Hier comme aujourd'hui, le contrôle de l'information est une nécessité pour le pouvoir. Cette étude est suivie, sous la forme d'une annexe, de l'inventaire des pamphlets imprimés entre avril 1798 et décembre 1802. Chacun des cent trente-six textes recensés bénéficie d'une notice comprenant la référence, un résumé et des indications sur l'auteur.

Ces pamphlets témoignent magnifiquement de la formation des opinions politiques au sein de la population vaudoise. Qu'il soit favorable au changement politique ou partisan de l'Ancien Régime, chaque camp a profité de la nouvelle liberté de presse. Et l'enjeu est d'importance : il s'agit de convaincre l'espace public du bien fondé

de ses convictions. Ainsi, à « L'adresse d'un grand nombre de citoyens de la commune de Lausanne » du 31 août 1798, où Louis Reymond plaide pour la suppression des bourgeoisies, répond comme un écho la « Protestation » pour un rattachement de Vaud à Berne du 22 juin 1801. On assiste pendant ces années à une véritable guerre des pamphlets.

Composés dans des styles très différents — sérieux, ironiques, badins ou carrément lyriques — ces textes correspondent toujours aux préoccupations politiques du moment: le retour à la souveraineté bernoise, l'abolition des droits féodaux, la forme des institutions, la présence militaire française, les finances, des personnalités contestées telles que Frédéric-César de Laharpe, Daniel-Louis Frossard de Saugy.

Le livre de Jasmine Menamkat Favre est une contribution utile à l'étude de la République helvétique. Il concourt aussi à donner au public et aux historiens une image plus contrastée des événements politiques de l'époque. Cette publication, qui fait suite à toute une série d'ouvrages consacrés à cette période, témoigne une fois de plus de la vitalité de la recherche historique depuis le bicentenaire.

Sébastien Rial

MONOGRAPHIES COMMUNALES

Depuis notre publication « Panorama des monographies communales et régionales vaudoises. Un premier bilan à l'occasion du bicentenaire du canton de Vaud »[1], plusieurs histoires communales ont paru. Elles présentent des qualités différentes, tout en partageant l'objectif d'intéresser le plus d'habitants de la commune à leur cadre de vie. Elles s'appuient toutes sur un collectif d'auteurs; elles ont reçu le concours des autorités politiques, d'historiens chevronnés; des archivistes encadrent la démarche. A l'évidence, selon les sensibilités des équipes, le contexte général dans lequel elle s'inscrit et les ressources financières à disposition, chaque monographie trouve sa propre logique, à la convenance des habitants que l'on veut toucher et des lecteurs que l'on cherche à attirer. La commune offre un cadre communautaire auquel chacun peut s'identifier aisément, une identité à faire connaître et à valoriser, des relations entre les hommes et les femmes qui se sont façonnées au cours des siècles et qui ont laissé des traces plus ou moins profondes. Les différentes temporalités se combinent, chaque monographie consacrant un chapitre au devenir de la commune, en donnant la parole à des groupes de citoyens, ou en laissant aux autorités le soin de définir leur vision de demain.

Nous avons jugé utile de signaler les monographies, dans un même compte rendu, sans chercher à en dresser un quelconque classement. Elles doivent être appréciées comme objet individuel, avec leurs forces et leurs faiblesses, leurs trouvailles et leurs permanences, cherchant leur propre définition de la monographie communale. L'essor constaté dans le canton de Vaud depuis le début des années 1980 des publications communales n'est pas démenti. Il tend même à se renforcer, dans une conjoncture difficile, ceci expliquant probablement cela.

Noville & Rennaz, par François BAATARD, Ferdinand BARMETTLER, Samuel BRANCHE *et al.*; avec la collaboration de Raymond BARRAS *et al.* Conception et réalisation Henri-Louis GUIGNARD, Renens, Communes de Noville et Rennaz et Association de l'Académie du Chablais, 2004, 375 p.

A bien des égards, cette nouvelle monographie communale est hors normes. Elle a demandé l'engagement de deux collectivités publiques durant sept ans, de treize auteurs principaux auxquels il faut ajouter quatorze contributions individuelles, l'apport de cent sept personnes différentes pour la mise à disposition de tableaux, photographies, cartes postales, gravures et autres documents (le crédit iconographique, particulièrement soigné, dresse un inventaire de toutes les institutions ayant été sollicitées et de tous les détenteurs de documents), un appui financier de plus de septante entreprises et particuliers de la région de Noville et Rennaz. L'immensité de la tâche se mesure au nombre de reproductions collectées et de documents historiques sollicités et publiés — chaque page est ainsi illustrée au moins une fois et souvent avec des éléments

1 *RHV*, 2003, p. 94-239.

en couleurs, plusieurs de grande qualité. La table des matières affiche l'approche encyclopédique voulue par les initiateurs du projet dont Henri-Louis Guignard et Liliane Desponds furent les chevilles ouvrières ; elle manifeste l'existence des chapitres sur les origines et le milieu naturel de Noville et Rennaz ; l'histoire ; la population, comprenant une présentation des sociétés locales, des artisans et des commerçants ; le territoire ; l'agriculture et la sylviculture, les cultes, écoles et bâtiments ; les infrastructures, sans oublier de traiter Noville et Rennaz, aujourd'hui et demain. Chaque chapitre se donne aussi bien à lire qu'à regarder, avec parfois une surabondance d'illustrations. De nombreuses cartes parsèment l'ouvrage et caractérisent les pages de garde ; des reportages photographiques aussi inattendus qu'intéressants (inondation de 1935, p. 34-35 ; mécanisation de l'agriculture, p. 220-225 ; classes d'écoles, p. 292-306 ; pont de la Porte du Scex, p. 345) parsèment le volume. En nombre de pages, le chapitre consacré à l'histoire est le plus important, il devance de quelques paragraphes celui des cultes, écoles et bâtiments. Au vu des traces documentaires et sur la base de l'importance historique réelle de Noville et de Rennaz, il faut bien relever un effet de grossissement donné à ce chapitre, où c'est l'histoire générale qui est racontée, alors que l'histoire locale ne conserve que peu de documents anciens ; c'est surtout vrai pour les années avant le XIV^e^ siècle. Il est heureux de constater la place laissée à l'étude de la population, notamment par l'établissement de listes de noms de familles et des sobriquets, ainsi que par une présentation systématique des sociétés locales. Il ne fait pas de doute que cette publication constitue un enrichissement considérable du passé local, conduite par des auteurs de qualité et soucieux de documenter le mieux possible leurs recherches — la plupart sont originales, elles n'ont en effet bénéficié d'aucun travail antérieur.

Lavigny. Sur la route de l'histoire, sous la direction de Gertrude ANDERY, Gilberte CORNAZ *et al.*, préface de Pascal COUCHEPIN, Yens-sur-Morges, Cabédita, 2004, 183 p. (Sites et villages vaudois).
Oulens-sous-Échallens. Village du Gros-de-Vaud à découvrir, Lausanne, Commune d'Oulens, 264 p.

Les deux démarches se ressemblent ; placées sous l'autorité communale (les syndics de chaque commune font partie des signataires), elles ont été assumées par un groupe de citoyens qui se sont répartis les domaines de compétences, avec à leur tête un coordinateur. Dans le premier, c'est l'archiviste communal, Léopold Pflug qui a signé le plus de chapitres, alors que dans le second, Philippe Roulin a coordonné l'entreprise. Les tables des matières se ressemblent avec des inflexions différentes — les archives de la commune d'Oulens ont brûlé et n'attestent plus que des bribes d'histoire. Elles se veulent encyclopédiques, en prenant en compte aussi bien l'histoire villageoise que la présentation des institutions et des sociétés, la description du territoire que le patrimoine architectural. Tout en recourant aux illustrations et aux plans cadastraux, les deux ouvrages se caractérisent par la sobriété des documents reproduits (il y a tout de même trois reproductions en couleurs dans l'ouvrage sur Lavigny, alors que l'autre ne propose qu'un plan d'ensemble de 1938 de la commune). Chaque livre présente des points d'excellence. Celui de Lavigny fonde les chapitres historiques avant 1800 sur un appareil critique qui tient compte des dernières publications. Celui d'Oulens consacre plusieurs pages aux souvenirs de deux agriculteurs, Auguste Vulliamy et Henri Bigler ; il livre un reportage photographique sur le cadre de vie, les tenues de travail, les moyens de transport et la « récréation », soit des instantanés de la vie villageoise. L'avenir de la commune est rendu par la transcription des propos des enfants et par le dessin de l'une deux ; nouveaux et anciens citoyens se partagent également ce chapitre qui précède celui qui conclut l'ouvrage, riche d'enseignements et de notations diverses, « Découvrir son territoire en se baladant ».

Blonay, coups de cœurs, rédaction par Zeynep ERSAN BERDOZ, textes de Gianni GHIRINGHELLI, Jean-Paul NICOLET, Jean-Marc GUEX et Bernard DEGEX, Blonay, Commune de Blonay, 2004, 155 p.

Cette monographie mérite une mention particulière. Construite à l'instar des autres histoires communales citées ici (découpage en chapitres réservés à l'histoire, à la nature et l'environnement, à l'économie et la société dont les traditions et légendes), elle accorde des pages à ceux qui ont aimé Blonay (des personnalités qui ont fait la réputation de la commune), et à son avenir. Au bénéfice d'une présentation graphique remarquable (Gilbert Maurer), elle fait la part belle aux photographies faites pour l'occasion par François Claude, habitant de Blonay, et aux superbes aquarelles de Michel Byland, autre habitant de la commune, qui introduisent chaque chapitre. Les textes ont été repris par la même personne, ce qui donne à l'ouvrage une

réelle unité stylistique et une cohérence iconographique remarquable. Les auteurs ont procédé à des choix, leurs « coups de cœurs », ce qui ne gêne pas, dans la mesure où l'ouvrage n'est pas la première publication sur Blonay et peut renvoyer au besoin (ce qu'elle fait par une bibliographie exhaustive) aux travaux antérieurs. Par contre, elle est unique (c'est une première dans le canton pour une monographie communale), car elle propose, en plus du livre et placés avec celui-ci, deux DVD de grande tenue, *Blonay Archives*, une sorte de parcours par l'image et le film dans le passé de la commune, avec le recours à de nombreux documents d'archives, et *Blonay vous sourit*, qui emprunte ses images à aujourd'hui et fait vivre sous nos yeux et pour nos oreilles la vie actuelle à Blonay, avec une vaste galeries d'amoureux de Blonay.

L'apport du multimedia constitue une piste intéressante et convaincante dans la monographie communale ; il permet la multiplication des points de vue, met en éveil les sens et décloisonne les modes de lecture et d'interprétation des temps forts, révolus ou présents, de la commune. Il rend la démarche attrayante et interactive, qui saura faire venir à lui des publics aux attentes différentes, mais tous réunis par leur intérêt pour leur commune. La publication sur Blonay devrait en annoncer rapidement d'autres, ces prochaines années. Ce sera tout à l'honneur d'une meilleure connaissance du passé communal, et de l'insertion de la monographie communale dans des cercles de lecteurs plus nombreux.

Michel PAHUD et Roger PÊTE, *Saint-Sulpice. Cartes postales et photos anciennes*, Lausanne, Commune de Saint-Sulpice, 2004, 149 p.

Dans le cadre des manifestations du bicentenaire et de l'exposition de photographies et de cartes postales présentée en automne 2003, au Comptoir communal du Léman, cent neuf documents parmi les quatre cents à disposition ont été sélectionnées pour raconter l'histoire de Saint-Sulpice, autour de cinq chapitres : paysages, bâtiments, vie quotidienne ; sociétés locales et quelques personnes marquants. Chaque reproduction est soigneusement légendée et datée, le nom du détenteur de l'original systématiquement signalé. L'ouvrage vaut autant par le grand soin apporté à combiner les angles de vue du village (notamment une première vue aérienne publiée à la fin du XIX^e^ siècle) que par la qualité de l'introduction sur l'usage de la carte postale et sur les cartes postales qui ont été éditées au sujet de Saint-Sulpice, avec une attention particulière à leur diffusion et à leurs auteurs.

Même si ce livre n'est pas, à la différence des autres, une histoire complète de Saint-Sulpice, il n'en est pas moins exemplaire à bien des égards dans son approche. Il est sans doute une des meilleures publications de cartes postales, jamais parues dans le canton de Vaud, du point de vue des exigences scientifiques.

Gilbert Coutaz

Daniel de RAEMY, *Châteaux, donjons et grandes tours dans les États de Savoie (1230-1330). Un modèle : le château d'Yverdon* (avec des contributions de Brigitte PRADERVAND, Michèle GROTE, Éric FAVRE-BULLE, François CHRISTE et Michel DUPASQUIER), Lausanne, 2004, 2 vol., 865 + XLVI p. (dont 14 p. de bibliographie, 6 p. de glossaire, 28 p. d'index), 1097 ill. en noir/blanc et en couleurs + 47 plans (CAR 98-99).

La parution de cette thèse monumentale est un événement majeur pour l'historiographie de notre pays. Paradoxalement, en dépit des quelque six cents titres recensés par l'auteur en bibliographie, l'architecture militaire médiévale de Suisse romande restait relativement mal connue, même s'il y a eu bien sûr des travaux précurseurs. Ainsi, ceux d'Albert Naef consacrés à Chillon, de Louis Blondel, qui établit une chronologie des « donjons », d'Arnold Taylor, qui révéla les rapports étroits entre les châteaux savoyards et ceux du Pays de Galles, ou encore du Professeur Marcel Grandjean, qui a mis en évidence la force militaire du château de Vufflens.

D. de Raemy, formé à l'Université de Lausanne par cet éminent professeur, a dédié vingt ans de sa vie à l'architecture castrale. Son investigation se limitait initialement au seul château d'Yverdon. Puis il a défriché un champ bien plus vaste, embrassant d'abord les territoires de la Suisse romande et de l'ancienne Savoie pour s'intéresser ensuite à des œuvres comparables en Ile de France ou en Gascogne, anciennement anglaise. Sa quête passionnante entraîne le lecteur au Pays de Galles, en République tchèque, en Sicile, jusqu'en Jordanie

ou en Syrie. Polyvalent, l'auteur s'est fait archéologue, photographe et dessinateur pour étudier les monuments eux-mêmes, leur disposition, leurs structures, leurs éléments constitutifs. En outre, historien rompu à la paléographie (en latin ou vieil allemand), il a découvert d'innombrables informations inédites, glanées dans des manuscrits originaux dispersés entre Turin, Dijon et Chambéry.

L'un des apports majeurs de son étude est de renouveler la datation des grandes tours. La typologie publiée en 1935 par Blondel, ayant valeur de référence jusqu'à présent, les faisait remonter au milieu du XIII^e^ siècle au plus tôt. De Raemy, à l'aide notamment de la dendrochronologie, montre que certaines tours rondes sont plus anciennes (Orbe vers 1230). Elles n'ont donc pas été introduites dans notre région par Pierre de Savoie, dont la première réalisation de ce genre se trouve à Romont (dès 1241). L'essentiel n'est pas tellement l'épaisseur des murs, critère sur lequel se fondait Blondel, mais le système de construction des archères (dont on trouve un tableau impressionnant) ainsi que celui de l'étage de couronnement : le chemin de ronde peut être à ciel ouvert ou protégé par la toiture, cette solution impliquant souvent l'existence de baies-créneaux.

L'ouvrage aborde aussi l'origine et l'évolution du château régulier géométrique, dit « carré savoyard », et présente des constructeurs peu connus, tels que Jean Mésot, *magister ingeniorum* du roi d'Angleterre, qui établit peut-être un lien entre l'architecture militaire royale française du sud de la France et celle des États savoyards. Un autre maître Jean, qui disparaît des sources vers 1265, a pu introduire des apports anglais dans les châteaux construits par Pierre de Savoie, notamment à Yverdon. Ce maître y travaille avec son fils Jacques, qui dirigera par la suite le chantier du château de Saint-Georges d'Espéranche, dans le Viennois savoyard au sud-ouest de Lyon, avant de mener une brillante carrière au service du roi d'Angleterre. On trouve aussi dans cette orbite des forteresses en Belgique et, plus près de nous, en Côte d'Or. Yverdon, premier château régulier géométrique établi sur territoire savoyard, est donc à ce titre une œuvre originale. Mais il représente aussi une réalisation charnière, illustrant de récents perfectionnements empruntés à l'architecture militaire française et anglaise.

Le second tome de l'ouvrage révèle les vicissitudes du château d'Yverdon à la fin du Moyen Age, puis le grand chantier de sa transformation en siège de l'administration baillivale bernoise. Pour l'utilisation et l'aménagement des différentes salles, l'étude fait référence à bien d'autres châteaux vaudois et même fribourgeois convertis eux aussi en sièges baillivaux. A l'époque contemporaine, l'édifice devient institut Pestalozzi dès 1804, puis école communale, vocation qui implique le percement de nombreuses et grandes fenêtres. Enfin, à partir du dernier quart du XIX^e^ siècle, l'ancien château est perçu pour sa valeur de « monument historique ». Cette sensibilité nouvelle entraîne sa longue restauration, dont l'un des mérites, et non des moindres, est d'établir une précieuse documentation, largement publiée ici.

Daniel de Raemy livre donc un travail exemplaire, désormais indispensable référence pour l'ensemble de l'architecture militaire savoyarde. La profondeur de l'approche, la publication en annexe des *opera castri,* c'est-à-dire des travaux mentionnés jusqu'en 1300 dans les comptes de la châtellenie d'Yverdon, ou encore l'analyse de la céramique trouvée en fouilles s'adressent sans doute plutôt au spécialiste. Mais bien d'autres aspects rendent ces deux volumes également très attractifs pour le grand public et même pour de jeunes lecteurs, grâce à la présence d'un glossaire, de reconstitutions hautes en couleurs de scènes de la vie médiévale et même de dessins d'humour ! L'illustration ample et variée est conçue pour permettre une « lecture rapide » par la seule consultation des images et des légendes développées. L'usage ciblé de la couleur donne les nuances des documents originaux, la beauté des décors, et facilite la compréhension des plans et graphiques. Tout cela, allié à une mise en pages aérée, rend cette somme aussi plaisante qu'instructive. Véritable succès de librairie, l'ouvrage sera vite épuisé. Avis aux intéressés !

Paul Bissegger